



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée
135 rue Philippe Lebon
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 03 Mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIVALIS

Les Landes Franches

85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON

Références : D 22.0069

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement TRIVALIS implanté Les Landes Franches 85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le contexte d'un incident portant sur la gestion des lixiviats du site. Des fiches incidents transmis par l'exploitant ont montré un double incident portant respectivement sur le réseau des lixiviats et sur le réseau des eaux pluviales.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- Les Landes Franches 85670 ST CHRISTOPHE DU LIGNERON
- Code AIOT dans GUN : 0006305096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site est dédié à la fabrication de composts issus des ordures ménagères. Les refus de l'usine de tri-mécano biologique sont enfouis dans l'installation de stockage de déchets accolée à cette usine.

La visite a porté sur les installations suivantes :

- laveurs d'air, point d'origine des dysfonctionnements liés aux rejets d'eau suite à une casse sur une buse
- bassin 112 de collecte des jus concentrés de la fabrication des composts
- contrôle effectué sur les derniers casiers de stockage de déchets (B4, B5 et B7), avec vérification de la hauteur des lixiviats en fond de ceux-ci
- bassins de stockage de lixiviats remplis à un niveau élevé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- constats et suites liées à l'incident sur la gestion des lixiviats du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Hauteur de lixiviats dans les casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rapport d'incident circonstancié	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
Captage et épuration des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article 4.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a signalé un incident sur le fonctionnement de son installation, présentant de multiples causes et des conséquences en cascade. L'investigation menée lors la visite d'inspection montre que le rapport circonstancié transmis à l'inspection s'avère insuffisant pour la compréhension des causes profondes, et surtout des mesures prises pour éviter qu'un tel dysfonctionnement ne se reproduise. Ce rapport doit donc être complété.

De plus, l'incident étant toujours en cours, l'exploitant avait décidé en urgence de bloquer les évacuations des lixiviats au sein de casiers de stockage de déchets. Cette mesure permet d'éviter tout rejet non conforme vers le milieu naturel, mais induit un fonctionnement en mode dégradé.

Les hauteurs atteintes au fond des puits de certains casiers de stockage de déchets dépassant la hauteur maximale de 50 cm, l'inspection propose au préfet une mise en demeure pour un retour à un mode de fonctionnement normal.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident circonstancié

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R512-69 - Version en vigueur depuis le 27 septembre 2020</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant avait informé l'inspection en fin d'année 2021 d'un incident portant sur la gestion des lixiviats du site. Un signalement avait également été fait auprès de la police de l'eau suite au constat de rejets de lixiviats dans le milieu naturel.</p> <p>Un double dysfonctionnement est survenu sur le site. À une date inconnue au milieu de l'année 2021, une buse située dans le laveur acide de l'air de l'usine s'est cassée, projetant ainsi de l'eau acide sur les parois internes de l'équipement vers la purge, en créant ainsi une perte de liquide. Le laveur refaisant automatiquement l'appoint en eau, un volume estimé à plus de 1400 m³ (à</p>

confirmer) d'eau de purge s'est dirigé vers le bassin 112 collectant les eaux les plus chargées de l'usine (jus de la fermentation, maturation, stockage des composts). L'eau du bassin 112 sert habituellement à l'arrosage des composts.

L'augmentation du niveau de ce bassin n'a pas alerté l'exploitant qui a signalé avoir des problèmes régulier avec une pompe d'arrosage des composts, et fait parfois appel à un hydrocureur pour faire baisser le niveau du bassin 112.

La visite a montré que la surveillance de ce bassin n'était pas bien suivie. Par surverse, les eaux fortement chargées de ce bassin ont emprunté une canalisation dédiée vers le réseau de collecte des lixiviats de l'installation de stockage de déchets, jusqu'aux bassins de collecte de lixiviats. L'étage biologique de la station de traitement a vu son rendement chuter très fortement, ce qui a occasionné un engorgement en amont des lixiviats.

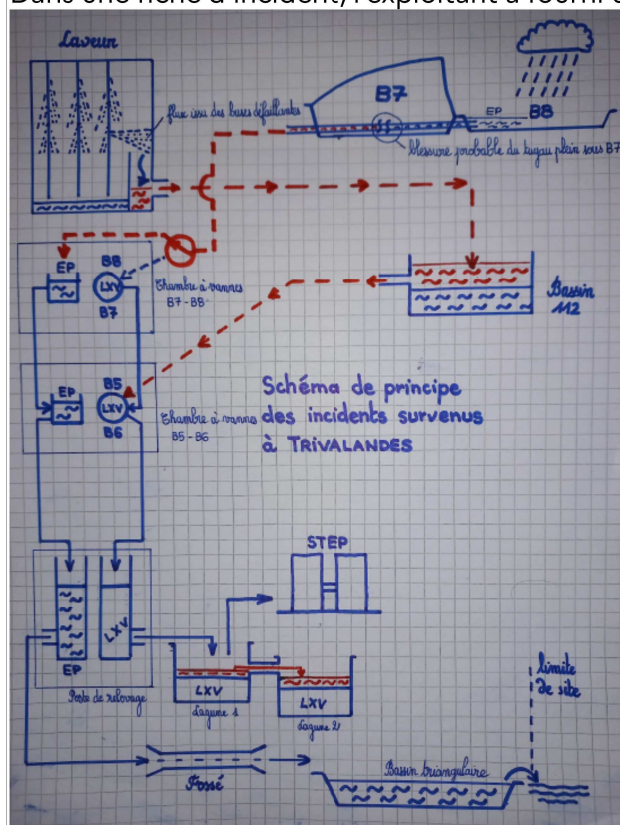
En urgence, l'exploitant a fermé les vannes gravitaires des casiers de stockage de déchets.

Autre dysfonctionnement : la montée du niveau de lixiviats dans les casiers a permis, par une cause encore indéterminée, à du lixiviat de passer dans une canalisation reliant le casier B6 et traversant B7. Le casier B6 n'étant pas en exploitation, l'impluvium était géré comme des eaux pluviales, et ce lixiviat s'est retrouvé dans le milieu naturel (il s'agit de l'incident signalé à la police de l'eau).

Un rapport d'incident a été transmis à l'inspection le 03/02/2022 préalablement à la visite. Ce rapport n'apporte pas suffisamment d'informations permettant de déterminer les causes profondes de la succession d'évènements, et ne définit pas les mesures pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

En conclusion, ce rapport doit être complété de manière plus circonstanciée.

Dans une fiche d'incident, l'exploitant a fourni un schéma explicatif des deux incidents :



Observations : L'inspection a noté que le bassin 112 dispose d'une canalisation de surverse vers le réseau de lixiviats de l'installation de stockage de déchets. L'incident ayant montré une incompatibilité dans le mode de traitement des deux types d'effluent, l'inspection s'interroge sur le bien-fondé du maintien de cette canalisation.

A l'issue des mesures visant à baisser les hauteurs de lixiviats dans les casiers à un seuil réglementaire, l'exploitant réalisera une vidéo-inspection de la canalisation de collecte gravitaire des lixiviats du casier B8. Ce contrôle doit permettre de déterminer si cette canalisation est ou non endommagée au sein du casier B7 qu'elle traverse. L'inspection sera informée au préalable de ce contrôle dans l'éventualité d'une inspection spécifique.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Hauteur de lixiviats dans les casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I

Thème(s) : Risques chroniques, gestion lixiviats

Prescription contrôlée :

Article 11 de l'arrêté du 15 février 2016

I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

(...)

Constats : L'exploitant réalise toutes les semaines une mesure de la hauteur de lixiviats en fond de casiers de stockage de déchets. Cette lecture répond à l'article 11.I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. L'appareil utilisé est une sonde de niveau hydrostatique équipée d'un dérouleur. Cette sonde affiche sur un afficheur fixé sur l'enrouleur d'une valeur sans unité, qui selon l'exploitant, doit être lue avant l'insertion dans le puits, et après la plongée dans le puits de lixiviats.

Une lecture des hauteurs de lixiviats sur les casiers B4, B5 et B7 a été effectuée. Les hauteurs de lixiviats en fond de casiers sont les suivantes :

- B4 : 160 cm (lecture avant=22, lecture de la mesure=182)

- B5 : 261 cm (lecture avant=22, lecture de la mesure=283)

- B7 : 249 cm (lecture avant=21, lecture de la mesure=270)

L'inspection a également constaté que les vannes du casier B7 (rempli) et B8 (en attente) étaient fermées, confirmant les hauteurs de lixiviats non réglementaires relevées.

Par contact téléphonique du 27/01/2022, l'exploitant a signalé à l'inspection que la montée en charge des lixiviats dans le casier B7 avait entraîné un écoulement au-dessus de la diguette de 2 mètres vers la zone extérieure en attente des futurs casiers. Ces lixiviats ont été immédiatement pompés avant qu'ils n'atteignent le milieu naturel.

Le dépassement de la hauteur de 50 cm constitue une non-conformité majeure à l'article 11.I de cet arrêté ministériel. L'inspection propose une mise en demeure sous un délai de 6 mois pour un retour à un fonctionnement normal. Ce délai tient compte de la mise en place d'une station de traitement complémentaire (osmose inverse – équipement déjà commandé) et des volumes importants de lixiviats résultant de la fermeture des vannes des casiers depuis plusieurs mois.

Observations : L'exploitant apportera des précisions sur le fonctionnement de la sonde hydrostatique employée. En particulier, lors d'une des lectures, l'agent a indiqué oralement que la lecture s'effectue lorsque l'afficheur se stabilise. Sauf erreur, cette sonde mesure une différence de pression selon une formule $P = P(\text{surface}) + \text{densité}(\sim 1) \times 9.81 / \text{hauteur}$. L'exploitant confirmera que la lecture s'effectue bien dès lors que la sonde atteint son niveau le plus bas.

L'exploitant a également affirmé que la sonde était sensible à la présence de mousse en surface des lixiviats, et que certaines mesures pouvaient être faussées. Cette affirmation devra être confirmée ou infirmée en fonction des préconisations d'utilisation présentes dans la notice du fabricant de la sonde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Captage et épuration des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2009, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 4.3.1. Captage et épuration des rejets atmosphériques

En l'occurrence, tous les bâtiments hébergeant les activités de compostage sont mis en dépression avec une efficacité de renouvellement de l'air d'environ 3 volumes par heure. La mise en dépression doit être efficace même avec l'ouverture d'un portail d'accès aux camions, L'air collecté est dirigé vers un dispositif équipé d'un laveur de gaz et biofiltre destiné à traiter les odeurs. Le rejet de l'air traité s'effectue par une cheminée d'une hauteur minimale de 12 mètres par rapport au terrain naturel.

Constats : L'incident initial a porté sur la casse d'une buse présente dans un des laveurs d'air. Après identification de cette casse, l'exploitant a contrôlé l'ensemble des buses, et selon un résumé verbal, en a démonté plusieurs et a lancé une commande pour leur remplacement.

L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le nombre de buses démontées ainsi que leur nombre total, et encore moins de justifier que le traitement de l'air était toujours efficace. Outre une information complémentaire à apporter au rapport d'incident circonstancié, ce point mérite une précision de la part de l'exploitant.

De plus, au jour de l'inspection, l'exploitant n'a toujours pas réceptionné les buses de remplacement. Le laveur d'air fonctionne donc potentiellement en mode dégradé depuis plusieurs mois.

Observations : Afin de confirmer l'efficacité du système de laveur d'air, l'exploitant effectuera une analyse des rejets atmosphériques portant sur les paramètres NH₃, H₂S, et COV_{nm} permettant de vérifier le respect des seuils fixés à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral (respectivement 50, 5 et 20 mg/Nm³).

L'exploitant devra apporter des détails sur la commande effectuée pour le remplacement des buses, et sur l'intervention effectuée sur ce laveur d'air. Les informations données en inspection, ou dans le rapport d'incident, ne permettent pas d'appréhender la nature des travaux de maintenance, ni pourquoi un délai si important a été constaté pour la remise en état du laveur (qui n'est toujours pas effective).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet